

vers une philosophie de gestion durable

par Melchior de Murali, associé-gérant, de Pury Pictet Turrettini & Cie SA, Genève

Si tout le monde consommait comme un Américain moyen, il nous faudrait presque 5 planètes pour que nos ressources puissent répondre à cette demande ! A l'inverse, quatre milliards d'individus (plus de la moitié de la population) sont loin du taux moyen de développement humain en termes d'accès au système de santé, d'éducation et de pouvoir d'achat.

La notion de développement durable dépasse la seule question de l'environnement car elle intègre la justice sociale, la démocratie et l'efficacité économique.

Si les niveaux de consommation des pays développés étaient maintenus et si les pays émergents se mettaient aux mêmes niveaux, l'impact sur les réserves d'eau, sur l'air, le climat, la biodiversité et la santé humaine deviendrait insupportable.

Seul le développement durable permettra de répondre aux grands défis que sont 1) la croissance

démographique (en 1800 notre planète comptait 900 millions d'habitants. Nous serons presque 10 milliards en 2100) 2) la capacité de la planète (les ressources agricoles et énergétiques non renouvelables, le réchauffement, les cycles naturels menacés qui affectent l'eau douce, la forêt et la biodiversité) 3) la cohésion sociale (80% des ressources naturelles consommées par 20% de la population engendre tensions et conflits).

La pénurie d'eau est déjà une réalité quotidienne pour 40% de la population mondiale. Selon des estimations de l'ONU, 1,2 milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau potable et 2,4 milliards n'ont pas accès à son assainissement de base. Tous les ans, près de 2 millions d'enfants meurent de maladies causées par l'eau contaminée. Le rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation définissait cet-

te situation comme un « génocide silencieux ».

L'Investissement Socialement Responsable est en premier lieu la reconnaissance par les investisseurs de ces enjeux et de leur impact sur les réalités des générations futures. Sa mise en pratique dans la gestion d'un portefeuille peut se faire sous différentes formes: l'ISR offre désormais de nombreuses possibilités d'investissements qui peuvent convenir à tout type de clientèle privée, soucieuse des défis du développement durable et de nouvelles opportunités d'investissements.

Les fonds d'investissement de type « best in class » favorisent une allocation du capital aux entreprises qui sont les mieux notées selon un certain nombre de critères environnementaux, sociaux et/ou de gouvernance. Le succès de cette approche

réside dans l'analyse des entreprises et dans la méthode de sélection géographique ou sectorielle des meilleures d'entre elles.

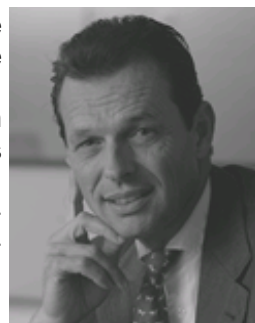
L'essentiel de l'industrie est aujourd'hui dominée par cette approche. Elle a permis une profonde transformation des pratiques des entreprises des pays développés.

L'engagement (ou activisme) actionnarial a pour objectif, quant à lui, d'orienter le comportement de l'entreprise vers un niveau de responsabilité plus élevé, afin de prendre en compte les intérêts de l'ensemble des parties prenantes dans toute la chaîne de valeur. L'efficacité de l'engagement repose sur la capacité d'entamer un dialogue direct et régulier auprès des entreprises. Cet effort a pour objectif de contribuer à une création de valeur tant pour les actionnaires, que la société et son environnement. En termes géographiques, les investissements dans les pays émergents sont très propices à l'application d'un engagement actionnarial, car les faibles pratiques responsables d'une majorité d'entreprises de ces régions ne permettent

pas d'y mettre en œuvre une approche « best in class » sans compromettre une saine gestion de portefeuille.

Enfin l'« impact investing », ou ce que les anglosaxons aiment appeler le « venture philanthropy », apporte encore une réponse différente en s'attachant à financer une nouvelle génération d'entrepreneurs sociaux qui cherchent à réconcilier l'impact social ou environnemental et la rentabilité de leur entreprise. Le succès de l'industrie de la microfinance est la meilleure illustration de ce mariage entre investisseurs responsables et entrepreneurs sociaux. La preuve a été ainsi donnée: le marché des capitaux, avec son exigence de risque et de rendement et sa redoutable discipline, en s'alliant avec des entrepreneurs sociaux visionnaires et courageux, peut, là où les Etats ont bien souvent échoué, résoudre des problématiques de développement telles que celle de la pauvreté. Bien d'autres secteurs comme la santé, l'eau, l'éducation, la construction, l'énergie offrent un terrain d'action propice à ce nouveau tandem. L'endettement des Etats et leurs moyens plus que jamais limités face aux enjeux colossaux du développement durable, ne fera qu'accélérer cette tendance.

L'investissement durable offre donc une réelle variété d'approche et conserve un immense potentiel de déploiement. La Suisse est particulièrement bien placée dans cette nouvelle industrie financière en pleine croissance.



DE PURY PICTET TURRETTINI & CIE SA
Généraliste de Patrimoine

“il n'y a donc pas d'alternative au développement durable.”

